

Démocra-quoi ?

Vive la démocratie de marché !

« Ils sont beaux, frais, et pas chers : qui veut mes représentants ? »¹

« La démocratie a été happée par le principe de représentation, elle n'est pensée que par lui, elle en est devenue prisonnière. Elle a également été engloutie par le marché qui lui impose ses lois, comme le montre jusqu'à la caricature l'actualité. Pourtant, (...) l'idée démocratique vit. »

(Prof. Dominique Rousseau²)

Donc, *démocratie* et *capitalisme libéral* se confondraient, pile et face d'une même pièce de bon aloi. Du seul aloi envisageable pour garantir la *liberté*. Il n'y aurait donc pas d'alternative, ce serait la fin de l'histoire, l'avènement de *la démocratie représentative* et perpétuelle ! Indépassable. Vraiment ? Cette vision rendue fixe et inerte de la *démocratie* est aujourd'hui heureusement bousculée : l'histoire ne peut être dite comme la messe.

Ça fait tout de même longtemps que nous sommes avertis : ne pas laisser les marchands s'emparer du temple ! En leur concédant les clés, n'avons-nous pas hypothéqué l'éthique politique à l'ouverture d'une ligne de crédit ? N'avons-nous pas monnayé, bradé, soldé les valeurs qui rassemblent, autorisent et construisent un projet démocratique ? C'est en effet jusqu'à la vie et ses communs essentiels que nous avons placés en hypothèque. Le jeu serait libre, la concurrence serait parfaite, le ruissellement du bénéfice ne saurait tarder. Sauf que.

Sur le constat, peu de dispute. Lui qui confesse n'avoir pas pressenti les conséquences des recettes qu'il préconisait précédemment à la Bourse de Bruxelles³, M. B. Colmant constate en 2019 à quel point « *la prédominance de la sphère marchande a été amplifiée par la mondialisation et la digitalisation. En 40 ans, à la suite de la révolution néolibérale des années 1980', le capitalisme anglo-saxon, « en expansion exponentielle et hors de contrôle » s'est engouffré dans nos communautés européennes.*

Cette « *idéologie désormais dominante* » subordonne le facteur travail au facteur capital. C'est en effet un renversement majeur qui place l'humain sous le chiffre. L'économie n'est plus conçue

pour rencontrer les enjeux de l'intérêt général. D'ailleurs, l'utopie néolibérale, qui réalisait le consensus autour du plus petit dénominateur commun de la « *démocratie* », signerait même la fin de l'histoire ! Aujourd'hui, nous dit le consultant le plus médiatique de Belgique, cette idéologie qui a largement réalisé « *un nouvel ordre capitaliste* », « *emporte probablement sa propre violence !4* ».

Au nom de la démocratie, la dictature du marché parfait !

La *démocratie* peut-elle exister dans le contexte du *capitalisme néolibéral mondialisé* advenu récemment (1970-2021) ? L'ère historique que nous vivons, ouverte après la deuxième guerre mondiale, demeure en 2020 largement normée, cadrée, structurée par les applications de débats idéologiques déterminants. De l'abstrait au très concret, comment des idées ont réalisé l'hypothèque du gouvernement démocratique pour un bien commun ?

Dans la foulée de la reconstruction d'après-guerre jusqu'aux crises économiques des années 1970's, le modèle keynésien a largement dominé et s'est largement réalisé. Cette période est l'exception dans l'histoire du capitalisme. Le pouvoir politique, incarné à ce moment de l'histoire par l'État de droit qui a reçu la confiance des acteurs de la résistance au nazisme, se construit fort, en référence explicite à la philosophie politique démocratique. Il intervient, planifie et régule en matière économique, selon les mécanismes synthétisés par l'économiste libéral anglais M. J.-M. Keynes. Il organise la redistribution de la richesse collective créée et assume l'enjeu de la sécurité sociale. *Social-libéral*, l'État-providence n'est pas pour autant le parangon *démocratique* : fort de ses institutions disciplinaires et bureaucratiques, il permet aussi de conserver l'ordre social.

Mais, d'autres doctrines sont construites. Beaucoup cherchaient alors à contester le pilote politique d'un modèle social, perçu alors comme autoritaire, dangereux, spoliateur et dispendieux, menant droit à la servitude selon M. F. Hayek. Pour notre propos, le Colloque Walter Lippmann qui s'est tenu à Paris en 1938, est emblématique. Son objet ? Contre les *totalitarismes* qui ont assassiné la liberté personnelle et la décision collective dans les années '30 et '40, réaffirmer la primauté du *libéralisme* ! En dépit d'une certaine pluralité d'interprétations du *libéralisme*, dont certaines se veulent plutôt progressistes ou intègrent même jusqu'à la nécessité de la justice sociale, ce seront les versions les plus dures qui s'imposeront plus tard aux normes. Leurs partisans idéologiques ont coordonné leurs plaidoyers dans le cadre de la Société du Mont-Pèlerin à partir de 1947.

Dans le contexte des crises multiples des années '70, l'État est affaibli par la dette et soumis au régime austéritaire : l'opportunité de changer de paradigme est saisie⁵. Les réponses proposées pour les résoudre globalement vont progressivement s'imposer comme un cocktail qu'il est désormais convenu d'appeler *néolibéral* dont les recettes sont théorisées par le *monétarisme* de

l'école de Chicago, l'*ordo-libéralisme* qui triomphe en Allemagne⁶ et plusieurs éléments classiques plutôt *libertariens* de l'école autrichienne⁷. Une doctrine complexe infuse et se diffuse progressivement dans les écoles économiques et les centres de pouvoir, au départ des centres anglo-saxons d'abord puis vers les périphéries. Elles influenceront décisivement des institutions internationales qui visent à donner des règles à l'économie-monde. Présentées comme « un remède contre la crise », formidable repoussoir, ces idées progressent de façon autoritaire malgré la lutte sociale et dans un relatif confort matériel, comme en Belgique. Parfois par la force armée et la violence, comme au Chili à partir de 1973. Voire dans le désordre, l'ingérence et l'arbitraire, sans aucune consultation parlementaire, comme en Russie ou en Allemagne de l'est, à partir de 1991.

Liberté ? Pour qu'il soit *parfait*, et donc performant, c'est le marché qui doit être *libre*. La stratégie est séduisante : il s'agit d'atomiser la volition politique, donc collective, pour affaiblir la régulation et satisfaire les désirs infinis du consommateur client, l'individu fluide et flexible. De façon quelque peu prémonitoire, un participant au Colloque Walter Lippmann de 1938 avait d'ailleurs suggéré d'appeler « *individualisme* » ce renouvellement de la doctrine libérale. Ce qui aurait eu pour vertu principale de signifier par les mots que *libéralisme économique* et *démocratie* ont des fondements, sinon contradictoires, au moins parfaitement paradoxaux. En effet, le *démos* est le corps politique d'une cité, soit l'ensemble des citoyens qui constitue le pouvoir souverain d'un État. L'individu est la plus petite unité statistique comptable. Le *démos* se définit, vit sur un territoire délimité. Le client, lui, évolue là où le marché le porte, il doit franchir les limites.

Ce modèle, prophétie autoréalisatrice, préconise en substance que le gouvernement des humains soit uniquement *l'intérêt privé*. On éprouverait des difficultés à y trouver encore la sincérité *utilitariste* d'un Jeremy Bentham ou d'un Adam Smith qui, en théorie, se préoccupaient au 18^{ième} siècle de trouver les moyens du « *plus grand bonheur pour le plus grand nombre* ». Foin de société ! Cet *économisme* qui aime à revêtir les atours de la science exacte efface toute possibilité d'un projet *politique* qui n'entrerait pas dans les clous des critères économiques consignés dans des traités supranationaux d'une grande technicité juridique et bureaucratique. On assiste à une inflation de textes technico-juridiques dont la vocation est de garantir moins de choix, de moins de législation et moins de régulation. Le pouvoir politique est déshabillé. Le roi est nu. Vive le dollar⁸ ! Ce modèle devient hégémonique après l'effondrement du modèle concurrent, lors de la chute de l'URSS, en 1991.

Dans ce cadre strict voire autoritaire, un ordre juridique, technique, mécanique, les élections de *représentants nationaux* apparaissent constituer l'argutie ultime pour entretenir le mythe selon lequel le *néolibéralisme* serait la condition nécessaire et l'aboutissement de la *démocratie*. La mission d'un gouvernement élu est réduite à la *gestion* de l'État de manière conforme aux critères fixés ailleurs, dans les traités à valeur *supranationale*. Ceux-ci sont bétonnés hors de portée de la volition démocratique. Les conflits sont de plus en plus *arbitrés* hors du territoire. Tu parles d'un projet ! En efficace conséquence paradoxale, les personnels politiques sélectionnés par l'élection aux manettes des États seront d'ailleurs toujours plus nombreux, reproduits, convaincus et efficaces à réaliser docilement l'affaiblissement de la souveraineté de l'État qu'ils dirigent. Les

identités idéologiques des partis en concurrence électorale tendent à l'uniformisation en matière de réflexion sur les règles économiques. L'apparence de la pluralité permet de masquer la résignation politique à la subordination économiste.

Le pape du vocabulaire commercial de la démocratie.

Beaucoup cité et célébré, M. Joseph Schumpeter est surtout très utilisé par des idéologues qui cherchent à conserver le statu quo, celui qui permet de ne laisser presque aucune prise à la délibération et la décision démocratiques. La *démocratie* n'est selon lui qu'un mode de *gouvernance* qui fonctionne à la manière d'un *marché concurrentiel* des candidatures aux magistratures. Une forme fixe, un instrument institutionnel, un outil mécanique. Pas de *démocratie* au-delà de la compétition électorale ! Il choisit d'ignorer l'aspect dynamique du forum des *citoyens* qui sont constamment en confrontation et dialogue pour faire advenir la

décision politique.⁹ Au diable les idées en débat, pas trop de contrôle des élus non plus. Prétendant fonder une *nouvelle théorie de la démocratie*, l'économiste est finalement plus libéral-orthodoxe sur ce coup-là : il s'ingénie à vider la notion de sa substance et de son éthique, pour la réduire à une méthode, au *faire et laissez-faire*, à l'*efficacité*, la *concurrence* et la *compétition*. Son illusion démocratique est construite pour voir triompher l'*entrepreneur* politique, figure héroïque !

Les États au régime et l'ogre du marché global.

La *mondialisation* guidée par l'idéologie *néolibérale* aurait dû être heureuse. Telle que la prédisaient un paquet d'économistes enthousiastes. Plus de frontière, pas de limite, la *liberté* ! Le rêve est entretenu. Toutefois, sous le prétexte de *démocratisation*, dès avant la chute du contre-modèle soviétique, c'est une diète *libérale* draconienne qui a été prescrite au monde sous la forme synthétisée en 1991 du consensus de Washington¹⁰. La priorité fut de réaliser la *dérégulation* des marchés, leur *libération* selon les convaincus. Tout devient *marché*. Jusqu'à la dette souveraine et le *marché* de la finance qui fait des États des (presque) simples consommateurs en concurrence. La notice bureaucratique n'a pas de fin : une inflation de textes juridiques pour lever les *entraves* normatives étatiques qui gênaient l'initiative et les investissements privés. Celles-ci semblaient pourtant fort utiles lorsqu'il s'agissait de placer les sociétés humaines et leurs environnements au cœur des préoccupations politiques. Illusion ! Progressivement privés des outils d'une politique économique et accablés d'une dette publique utilisée comme une arme, les États dégustent l'austérité. Le remède a affaibli le malade : ce sont les peuples qui trinquent et subissent leur mise en concurrence. Les États, toujours plus nombreux à être étiquetés *démocratiques*, en sont

l'instrument et la dépouille. Les frontières nationales sont-elles encore le cadre de communautés politiques souveraines en mesure de penser un projet politique et d'échanger ? En 2020, elles sont diluées dans un maëlstrom qui paraît sans foi, ni loi. Aubaine, prophétie autoréalisatrice, les grandes entreprises transnationales sont bien plus à même de mettre sous pression les chaînes de valeur globalisées : elles investissent chez qui met au rabais ses droits du travail ou de l'environnement.

L'acteur-clé gangréné.

2020. L'Union européenne qui supervise ici les États membres est aussi en crise. Elle n'a pas évité la contamination de la recette managériale de l'austérité. Bien au contraire, elle l'a prescrite, propagée et imposée. Via l'euro, les traités et les réponses à la crise multiforme de 2008 dont la cause principale est certainement le débridement financier. M. B. Colmant, qui l'aime pourtant, regrette que l'idéologie qui y domine ne permette pas de privilégier la qualité de l'emploi ou la transition écologique. Il constate qu'aujourd'hui en 2020, la finalité de la monnaie unique et indépendante de tout choix politique, selon les préceptes monétaristes en vigueur, c'est la protection du capital contre la démocratie. Que vaut, conclut-il, un projet pour une population vieillissante qui refuse de perdre du pouvoir d'achat ? Et de réaffirmer en conclusion la nécessité que les États redeviennent des « *stratèges* ». C'est-à-dire, qui développent ensemble un projet politique.

Au nom de l'*efficacité* des échanges, les lois sociales, fiscales et environnementales sont nivelées par la concurrence des droits nationaux. Les garanties de sécurité humaine gagnées de haute lutte sont affaiblies pour rendre les marchés *fluides* et *performants* : capitaux, marchandises, services et travailleurs flexibles sont mis en compétition. Prétendument « *égaux en chances* » dans la fragilité et la précarité grâce à « *l'équité* ». La division du travail est désormais internationalisée ce qui affaiblit les droits sociaux marchandés par la concurrence. La vie des travailleuses et des travailleurs de l'économie-monde est jaugée, réduite et soumise à la seule fluctuation mercantile de l'offre et de la demande, présentée comme une loi indépassable de la nature. La croissance est érigée en une nécessité *naturelle*. La publicité, bras *naturel* de la politique de l'offre sur le terrain de la communication, répand les valeurs utiles car *naturelles* : « *si tu bosses, si tu es compétent et compétitif, si tu es méritant, alors tu seras gratifié !* ». Jouissance contre obéissance ? *Naturel*.

Fondés en 1944 pour assurer la stabilité et les échanges, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) modifient leurs missions : ils sont chargés dès la fin des années '70 – par les États ! - de réaliser le programme concurrentiel de cette idéologie *économiste*. Ces vaisseaux institutionnels supranationaux intiment le régime minimal de la *démocratie électorale*

aux pays bénéficiaires des programmes d'aide liée qu'ils *offrent* à leurs conditions impératives. Plusieurs expériences dans les laboratoires du Tiers-monde, puis, généralisation aux flux et réseaux de l'économie-monde. Pas étonnant que la *démocratie* ait parfois mauvaise réputation quand cette diète autoritaire est systématiquement associée à une décision hétéronome, l'austérité et la domination. La *démocratie*, réduite à n'être que le cache-sexe technique qui permet d'entretenir vertueusement des rapports économiques de force et de domination ? Les *démocraties nationales* ne sont bientôt plus en mesure d'encore encadrer les flux entrants et sortants régis par des règles tout empreintes d'*extraterritorialité*. Participer au pouvoir apparaît comme une promesse vaine et déçue pour qui ne rejoint pas les codes d'une minorité technocratique qui s'internationalise.

Volatiliser pour conserver !

Depuis 2000, il est remarquable que des élites (néo-)conservatrices sur le plan politique ou moral se satisfassent et encouragent même l'approfondissement des normes (néo-)libérales. Comme l'avait déjà identifié l'économiste libéral et protectionniste M. Friedrich List en 1840, le *libre-échange* total bénéficie toujours aux nations qui se sont équipées dans une phase précédente d'industrialisation et d'accumulation de compétences, de capitaux, de puissance. Les règles de la concurrence dite *libre* se réclament de l'égalité puisque les règles sont les mêmes pour toutes les nations qui, apparemment *librement*, ont adhéré à ces mêmes règles. C'est évidemment occulter le rapport de force antérieur qui s'est exprimé souvent par la menace, la violence et la guerre. Bien loin de profiter aux plus faibles, moins forts ou *démocrates*, cette structuration légale renforce le fort, enrichit le riche, conserve et accentue les positions sociales. Au nom de l'oripeau spolié de l'égalité, les inégalités se creusent et les rapports de domination se raffermissent. Le travail, territorialisé par la biologie et les sentiments humains, toujours plus strictement soumis au capital, volatilisé par la virtualité financière des flux. Les règles supranationales n'ont-elles d'ailleurs pas vertu désormais de « *protéger les investissements* » contre les aléas de la vie et... les risques de la *démocratie* ? Le concept même de *libéralisme* est largement dévoyé et spolié par des *conservateurs* puissants qui s'en gratifient pour parer leurs activités économiques et politiques d'une aura progressiste de tolérance et de liberté philosophique.

« Le libre échange rend libres et égaux ! »

Contre et mieux que la *démocratie* qui a conduit à l'expérience totalitaire, le *libre-échange* promettait une *démocratie de marché*, mondiale, confortable, jouissive, sous la houlette des cadres et des sachems-sachants. Hors du temps politique et déterritorialisés, nous ne sommes plus connectés ni à l'histoire ni à la géographie. Nous sommes également dans le registre de l'utopie.

Au cours des 19^{ième} et 20^{ième} siècles, c'est à la canonnière de la dette et de la poudre qu'elle s'est imposée aux populations. La *liberté des marchés* s'accommode donc aisément de l'*autoritarisme* politique. Avenant avec les politiques de Mme Thatcher en Grande-Bretagne et la direction de M. Reagan aux USA, M. Hayek se voulait clair quand il disait préférer un « *dictateur libéral* » à un *gouvernement démocratique*¹¹. La *démocratie*, déclassée *représentative*, réduite à une expression compétitive, est donc le produit de cette marchandisation brutale du vivant. Le Président de la Commission européenne avalise le constat, autoritaire, lorsqu'il déclare en 2015, « *qu'il ne peut y avoir de choix démocratique contre les Traités européens* ». La messe serait-elle dite ? Selon le grand prêtre de la finance américaine, président de la réserve fédérale étasunienne de 1987 à 2006, « *grâce à la mondialisation, les politiques publiques américaines ont été largement remplacées par les forces globales des marchés. En dehors des questions de sécurité nationale, l'identité du prochain président n'importe presque plus* »¹².

Au final, en 2021, pour certain.e.s qui sont plus nombreux après chaque élection, la démocratie apparaît comme un label précieux et flatteur. Voire une marque vendeuse à disposer en vitrine. Un tout petit fragile dénominateur commun qui laisse la place nette à la joyeuse foire destructrice de l'empoigne libre marchande.

Dans de très nombreux pays, le vernis craque comme le climat. La vitrine est brisée. Epuisement écologique, violence, pauvreté, individualisme. Les conséquences de l'exploitation des humains et du domaine commun ont été si longtemps considérées comme de vulgaires et négligeables *externalités*. De simples dégâts collatéraux de la croissance sacralisée. Evidentes aujourd'hui, elles étaient pourtant prévisibles, souvent prévues¹³ et leur traitement délibérément différé. Il était nécessaire d'associer les populations aux pertes et profits : le sursalaire de la consommation matérielle par exemple. Dans cette conception de la vie, les marchés privatisent les gains et les mérites tandis que les pertes, les échecs et les saccages sont abandonnés aux collectivités. La norme socialise l'externalité coûteuse et non-profitable. Dans *son intérêt privé*, le privilège, les minorités réellement bénéficiaires de cette dérégulation doivent forcément et absolument circonscrire le potentiel révolutionnaire de la *démocratie*. La brader, la solder. En effet, dans *l'intérêt commun général*, elle conduirait inévitablement à réguler les forces anomiques du marché. Elle altérerait la toute fantasmée perfection spontanée des activités et des flux économiques. Elle produirait des choix de vie sociale.

Dans ce contexte, la *démocratie représentative* a pâti de sa dénaturation et de son instrumentalisation. Dévoyée, la *démocratie* ne parvient pas à réaliser son vrai potentiel d'émancipation, de changement et d'amélioration sociale. Privée de nutriments, elle est en outre délégitimée par de multiples avertissements, des épouvantails teintés plus ou moins de menace : protectionnismes, replis identitaires, nationalismes, mesures liberticides, démagogie, extrémismes. Seule la fonction répressive et sécuritaire de l'État n'est pas bradée : faire respecter le cadre. Et surtout, notre confort – et la peur de le perdre ! -, indiscutablement généré par le

capitalisme consumériste, anesthésie la pensée critique et la volition politique.

Bien sûr, le mot demeure, incontournable source de légitimité du pouvoir. Les représentations réductrices et minimalistes de la *démocratie* se maintiennent, s'entretiennent, se professent majoritairement dans le monde. On fait la guerre en son nom ! Relayée par un paquet de théoriciens économistes ou politiques, vendue apolitique – un comble ! -, elle serait le garde-fou sans alternative contre tous les excès qu'engendrerait inévitablement quelque projet politique décidé par le nombre en majorité concertée. L'histoire est construite si les peuples sont labellisés d'incompétence, construits comme incapables et perçus irresponsables. Il est d'ailleurs indéniable que le 20^{ième} siècle a produit un cortège inédit d'horreurs inspirées par les idéologies. Mais sont-elles sorties des urnes et des chaumières ou des logiques compétitistes de domination ? Et là, justement, ça fait longtemps que l'artillerie lourde de l'argumentation s'ingénie à construire l'image et la mémoire de l'inéluctabilité la *démocratie libérale*, un oxymore décidément. Pour cause, ce repoussoir légitime la confiscation de tous les leviers de pouvoirs par une élite transnationale. Une oligarchie démocratique ? Retours nécessaires sur la construction de la mémoire de la *démocratie*.

La guerre sous d'autres formes ? Prêcher le crédit : s'armer de la dette !

Depuis les années 1980, les évolutions de la législation internationale sont emblématiques : des traités et des institutions ont été organisés pour garantir la sécurité des investissements financiers. La théorie économique a toujours présenté l'investissement comme un risque. L'ordre monétaire s'est imposé par la diffusion progressive d'un modèle culturel, construit *démocratique*, et par l'hégémonie militaire. Dans ce contexte mondialisé du capitalisme néolibéral, le droit tend toujours davantage à la « *protection des investissements* ». Désormais, ce risque pour l'investisseur privé est très largement amorti par l'ordre établi, garantis par les législations nationales qui l'ont intégré. Celui-ci pousse « *l'harmonisation des lois nationales* » sur les barèmes les moins exigeants et la socialisation des externalités négatives, comme la dette publique ou les catastrophes écologiques. Dans ce cadre toujours plus corseté, l'État est dès lors devenu le créateur des règles qui appauvrissent son champ d'action sociale et l'asservissent à la réalité juridique, artificiellement créée sur le modèle des marchés internationaux fantasmés « *parfaits* ». Organiser leur propre impotence n'a été possible que dans la mesure où les États ont été instrumentalisés à des fins idéologiques précises, individualistes en l'occurrence. L'outil conceptuel « *État* » n'est alors plus conçu comme le rempart collectif des sociétés politiques¹⁴ contre la prédation économe des ressources naturelles et du travail des êtres humains. Seule a été largement renforcée sa compétence sécuritaire d'assureur et de liquidateur et de dettes. Dans ce contexte, c'est le droit du travail, le droit écologique, l'éducation, la recherche libre et d'autres secteurs d'intérêt public qui trinquent. Ceci est source de très grande violence¹⁵. Le plus

dangereux, c'est que collectivement, nous intégrons progressivement ces idées consciemment instillées : elles deviennent *normales*.

Et si le ver était dans le fruit : acheter la démocratie !

Le *néolibéralisme* aurait donc phagocyté, édulcoré et digéré la *démocratie*. En la faisant marchande, il l'a rendue inoffensive. Les développements récents n'autorisent plus de doute sur le constat : des peuples et des personnes se révoltent contre cet état de fait. Mais, est-on bien sûr que les dés n'étaient pas pipés depuis longtemps ? Quelles idées soutiennent en réalité les concepts attachés à l'idéal *démocratique* ? Parmi la pluralité des réflexions de philosophie politique, lesquelles ont emporté le rapport de force politique et se sont exprimées et réalisées au travers de la loi ?

Se réclamant de la « démocratie » – sans toutefois donner plus de pouvoir au demos –, les modernes n'ont pas seulement piégé le peuple qu'ils prétendaient servir, c'est la langue elle-même qu'ils ont trahie : comment désormais mettre à jour l'antidémocratie des discours, des pratiques, des systèmes et des hommes politiques rangés sous l'étiquette de « démocrates » ? Le glissement de sens qu'a connu le mot « démocratie » constitue sans doute le principal coup de maître de la propagande politique moderne. (Francis Dupuis-Deri)

Le cours d'histoire a parfois tendance à enjoliver les fondements des *démocraties* telles qu'elles existent. Quand il est honnêtement dispensé, il rappelle par exemple que la Cité athénienne du 5^{ème} siècle ACN, dont le système politique est d'essence *démocratique*, était essentiellement inégalitaire. Les seuls citoyens participaient directement et effectivement à la délibération comme à la décision collectives. Afin de les libérer de toute dépendance économique pour agir directement en politique, cette société s'était structurée sur la légalisation de l'esclavage, l'exclusion des femmes de la sphère publique et l'*impérialisme* maritime. Platon pourfendait le régime démocratique car selon lui, il mène inévitablement à la démagogie, au désordre et à l'injustice. Pourquoi ? La bêtise du *peuple*. Le ton est donné pour les deux prochains

millénaires...

L'histoire officielle consacre beaucoup d'énergie à mettre en évidence le travail de philosophie et d'action politiques autour des 17^{ième} et 18^{ième} siècles. « *La démocratie* » serait née là. Pourtant, les héros fondateurs de ce que nous appelons « *nos démocraties modernes* » ne se réclament que très rarement de ce concept. Au contraire, nous rappellent les recherches de M. F. Dupuis-Déri, beaucoup d'entre eux - que des hommes - utilisent le terme de façon péjorative et méprisante. Le modèle athénien n'est d'ailleurs pas souvent cité en exemple : trop direct, il permettrait un égal accès au pouvoir pour tous les détenteurs de la *citoyenneté*. L'antidémocratie des « *Pères fondateurs* » statufiés est bien moins étudié et enseigné que leur génie héroïsé. Sans doute parce que la mémoire mythifiée de nos origines y perdrait quelque lumière et que le destin manifeste prendrait un tour plus artificiel, dominateur et violent aux yeux de nos enfants bercés aux droits humains.

Les acteurs historiques décisifs des innovations institutionnelles successives française, américaine ou belge, faisaient partie des élites intellectuelles. Mais, souvent, ils participaient aussi des privilèges économiques, à pérenniser ou à conquérir. Sous leur plume, le *démocrate* - rarement *la démocrate* dans des sociétés patriarcales - était celui qui réclamait l'égalité, tout de suite. « *Radical* », il était perçu comme une menace pour les positions sociales qui tiraient avantage et bénéfice des configurations légales.

Ces textes fondamentaux – dont la nature est incontestablement davantage *démocratique* - ont été à l'époque concédés le plus souvent dans le contexte d'un rapport de forces alors défavorable aux princes fragilisés. Les nouveaux équilibres ne se sont pas pour autant réalisés dans l'intérêt des classes populaires, ouvriers et paysans qui constituaient la très grande majorité. Les bourgeoisies commerciales et libérales, en pleine ascension sociale, ont négocié les textes constitutifs de telle façon qu'ils puissent avantager leurs intérêts. Ceux-ci résidaient rarement dans l'ouverture à la souveraineté populaire et la redistribution des richesses produites collectivement. Des élites économiques, souvent urbaines et à leur sauce conservatrices, ont pesé de toute leur hégémonie culturelle et financière pour instituer par la loi des régimes favorables et drainer les flux de richesse vers les centres de compétence et de valeur qu'ils occupaient. Il y a là déplacement des lieux du pouvoir.

Le pauvre, cet incapable ! Obscurcir le repoussoir.

Le fonctionnement de nature *démocratique* décentralisé dans les villages qui s'auto-gérait est un non-pensé de la mémoire collective¹⁶. Au moyen-âge, les institutions des princes sont lointaines et ce sont des assemblées populaires, plus ou moins formalisées, qui permettent de définir et d'organiser les choix des villageois pour ce qui concerne le *commun*. Ça ne fonctionnait certainement pas partout, pas tout le temps. Mais notre saturation d'images péjoratives de cette époque nous empêche sans doute d'imaginer ces aptitudes de délibération horizontale des vilains,

la base majoritaire des paysans, capables d'organisation et de résistance collective. Une sorte de *démocratie* de la nécessité. En revanche, quand les institutions parlementaires apparaissent, d'abord en Angleterre, il s'agit surtout pour le Roi, plutôt faible alors, de lever des fonds pour la guerre ou l'administration d'un État en formation. C'est auprès des riches propriétaires fonciers et aristocrates nobiliaires qu'il quémamera. Ceux-ci ne manqueront pas « au nom de leur *liberté* » de marchander leur loyauté politique contre la reconnaissance de privilèges économiques. Le pouvoir politique se place alors sous la coupe de l'argent, le nerf financier de la guerre. Il conviendra dès lors de construire la propagande d'une modernité lumineuse et aristocratique qui repousse les ténèbres autocratiques des époques précédentes. L'efficacité argumentative du clair/obscur au service d'une mémoire sélective bien utile pour identifier les origines de la démocratie avec la liberté aristocratique...

L'idée est moins de blâmer les gens qui ont vécu dans leur siècle - et pas le nôtre ! - que de repérer les principes de sélection que nous opérons. La mémoire est un champ de bataille. Que faut-il transmettre ? Les promoteurs du statu quo conservateur et ceux de la *démocratie* de vitrine n'opteront pas les mêmes choix que ceux qui désirent un approfondissement radical de la démocratie. Ainsi, M. J.- J. Rousseau, bien que très officiellement célébré et panthéonisé pour sa pensée féconde par les uns, est fréquemment présenté comme radical et dangereux par les autres : il était très favorable à l'idée de *peuple*. Pourtant, esprit de son temps malgré tout, lui aussi théorise le *Contrat social* et le distingue de la *démocratie*, qu'il jugeait idéale mais irréalisable¹⁷. Ainsi, même au sein de l'œuvre des *héros*, la mémoire officielle sélectionne de préférence les aspects consensuels et acquis. Inoffensifs. Par exemple, le décisif M. Ch. de Montesquieu est célébré pour avoir théorisé le principe, nécessaire mais non suffisant, de la séparation des trois pouvoirs. Il est plus inavouable de l'aimer pour son mépris envers la *démocratie* et le *peuple* qui se loge implacablement dans le mode de raisonnement : « *Le grand avantage des représentants, c'est qu'ils sont capables de discuter des affaires. Le peuple n'y est point du tout propre : ce qui forme un des grands inconvénients de la démocratie* »¹⁸. Prudents comme lui, ils sont plusieurs à revendiquer formellement la *souveraineté du peuple* comme fondement légitime de l'autorité. Mais sur un plan concessif et principal. L'argument vient ensuite qui euphémise et délégitime la *démocratie* pour affirmer la nécessité de la *représentation du peuple* par des gens qu'ils estiment capables.

Des représentants, donc ! Mais qui peut prétendre concourir à la fonction ? Qui est en mesure d'affronter le jeu électoral ? Les élections participent de la recherche et la sélection des « *meilleurs* », « *aristoi* » en grec, qu'il s'agit de nommer aux postes à responsabilité. Par le catalogue des atouts prérequis, le processus électoral relève en fait davantage de l'esprit de l'aristocratie. Le tortueux révolutionnaire M. E. – J. Sieyès, qui traversa indemne tous les épisodes de la Révolution française ne s'en cachait pas non plus : « *Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants.* » Le peuple ne peut en aucun cas intervenir dans

l'élaboration de la loi. Nommé professeur d'économie politique, il a dû se satisfaire de la condamnation à mort de M. G. Babeuf, collectiviste passé par la guillotine en 1797 qui avait exprimé des positions proches de la Constitution audacieuse de 1793, frappée ensuite expressément d'illégalité par le Directoire : « *les gouvernants ne font des révolutions que pour gouverner. Nous en voulons enfin une pour assurer à jamais le bonheur du peuple, par la vraie démocratie.* » Guillotiné.

Tout pour le *peuple* ? Voire. En tout cas, rien par le *peuple* !

Les débats pointaient souvent la menace que représentait la *démocratie* : elle conduirait inévitablement à limiter l'expansion de la propriété privée, parfois à l'abolir, et à instaurer l'*égalité*. Pour exclure le *peuple* de l'exercice réel du pouvoir, M. John Adams ou M. James Madison, qui seront ensuite les deuxième et quatrième présidents étasuniens, corrôlaient la compétence à la propriété patrimoniale. Ils cherchaient à décrédibiliser les « *radicaux* » comme M. Thomas Paine. Attaché aux notions de justice et de droits humains, celui-ci avait relevé le caractère ontologique et inextricable qui unit la politique et l'économie lorsqu'il affirmait que « *la protection de la personne est plus sacrée que la protection de la propriété. Si la propriété devient le critère, cela constituera une rupture complète avec tout principe moral de liberté, car cela rattacherait le droit à la matière et transformerait l'homme en agent de la matière* »¹⁹. Ecarté et oublié.

M. Benjamin Franklin aussi a dénoncé la volonté claire et forte de certains patriotes d'instaurer un gouvernement où les riches prédomineraient. Pourtant acquis aux idées révolutionnaires françaises, M. Thomas Jefferson, le héros républicain libéral et lumineux qui a rédigé en 1776 la Déclaration d'indépendance et qui clame l'égalité entre les hommes, ne possédait-il pas de nombreux esclaves pour exploiter ses riches plantations ? Ce n'est que plus tard, en 1816, déchargé dans sa retraite présidentielle, qu'il identifia le péril qui pèse sur « *la démocratie* » étasunienne représentée par le Congrès : un secteur bancaire trop indépendant auquel l'État aurait concédé la *souveraineté* de contrôler la monnaie. L'économie sans la bride politique, voilà le danger ! C'est probablement quelque chose que l'on peut clamer fortune faite, en fin de carrière prestigieuse. Dissimulé.

Au regard de l'historiographie, son avertissement est précurseur. En effet, il faudra plutôt attendre les années entre les révolutions de 1830 et 1848 pour voir les acteurs politiques se réclamer publiquement d'être des « *démocrates* ». Lorsqu'en 1848, les premières élections au suffrage universel sont organisées dans la deuxième République française, les personnes au pouvoir ont pris peur. Pourtant, comme le prédisait M. A. de Tocqueville, les ouvriers, les paysans, les petites gens ont voté massivement selon les directives des grands partis²⁰. « *Les gens voteront comme on leur dira* !²¹ » Pris par l'intérêt des choses matérielles, les citoyens n'useront pas de leurs droits politiques qui leur semblent ennuyeux et inutiles dans la conduite de leurs affaires.

« Les figurants sont en somme au cinéma ce que le peuple est à l'histoire ; ils sont ceux à qui l'on refuse d'être la force agissante du récit, comme on refuse

aux prolétaires « toute capacité propre de faire histoire ». (Georges Didi-Huberman)

C'est à cette époque, lorsque les partis politiques se créent progressivement dans une configuration partisane, que plusieurs politiciens ont commencé à capitaliser sur le terme *démocratie*. Le mot devient alors un élément de langage plus positif. Il deviendra utile pour séduire les électeurs plus nombreux sur le marché électoral ouvert par l'extension du suffrage. Les associant à une forme démagogique de *populisme*, M. de Tocqueville présentait péjorativement ces méthodes suivies par M. Andrew Jackson, septième président des USA, « (...) *l'esclave de la majorité : il la suit dans ses volontés, dans ses désirs, dans ses instincts à moitié découverts, ou plutôt il la devine et court se placer à sa tête.* »²² Dès 1820, les candidats ont progressivement essayé d'anticiper les résultats des votes en étudiant les profils des électeurs. L'historiographie a pu identifier des démarches entreprises par les partis qui inaugurent ce qu'on appellera plus tard le *marketing politique*.

En Belgique du 19^{ième} siècle, le capitalisme est resté longtemps débridé et creusa comme jamais les inégalités. À la remorque, on suit ici la tendance, d'assez loin. C'était bien la propriété qui permettait de payer l'impôt du cens, la clé du vote de 1831 à 1893. Lorsque le suffrage universel est organisé en 1894, il est tempéré par le vote plural et capacitaire. Près d'un siècle plus tôt, M. Sieyès y avait vu avec acuité intéressée les vertus conservatrices. C'est la propriété ou le diplôme qui seront les garde-fous contre la déraison du peuple : ils permettent de gonfler l'urne de plusieurs voix pour un seul homme. M. Frère-Orban, bien nanti par le mariage, chef de file doctrinaire du parti libéral, reprendra les poncifs péjoratifs du déluge, de l'ignorance et du fanatisme pour diaboliser et repousser l'extension du vote populaire : « *L'adoption du suffrage universel risquerait de noyer les votes éclairés et libres sous un flot d'électeurs ignorants et fanatisés* »²³.

Progressivement, la logique et l'organisation des partis permettront d'encadrer les masses qui votent en quelques étapes plus nombreuses. Elle assurera le contrôle en amont, en élaborant des disciplines internes, la sélection par la hiérarchie et la procédure technique, l'exigence de la conformité scrupuleuse à une ligne politique prédéfinie. Et si jamais le peuple sortait tout de même des cases ? En 1871, l'expérience démocratique de la Commune de Paris est profondément et authentiquement populaire. La troisième république, étiquetée *démocratie représentative*, réprimera l'expérience socialiste dans le sang. La démonstration de la supériorité par la violence légalisée de l'État : il ne faudrait pas que la *démocratie* puisse faire la preuve de son fonctionnement légitime. Donc, contrairement à l'image d'Épinal, la *république* ou la *monarchie constitutionnelle* ne sont pas nécessairement la *démocratie*.

Dès les prémices des expériences institutionnelles modernes de la *démocratie*, les textes philosophiques ont pu contribuer à modifier et instrumentaliser le sens des mots pour des raisons politiques. Il paraissait nécessaire d'encadrer les volitions de *démocratie* et d'escamoter son potentiel révolutionnaire. L'enjeu ? Conserver les acquits économiques, perpétuer la domination sur les moyens de production et les positions sociales. En ce sens, l'usage rhétorique toujours plus fréquent du terme *démocratie* paraît être un tour de passe-passe destiné à séduire et agréger les

masses. Alors oui, cette histoire est décisive dans l'avènement de nos institutions contemporaines. Mais elle n'est peut-être pas autant de nature *démocratique* que la vulgate de la mémoire officielle se plaît à le dire, le célébrer et l'enseigner. Dans les systèmes éthiques, il faut dire que l'esprit mercantile égoïste n'a pas la même noblesse que l'esprit désintéressé du commun. Mais celui-ci se vend moins bien, c'est sûr.

Moi le grand Démocrate, je domine l'Autre !

Tandis qu'elle s'auto-justifiait par le devoir de civilisation, la grande geste de la colonisation instrumentalisa le concept de *démocratie*. Les États européens réservaient jalousement le statut de *citoyen* à leurs ressortissants blancs. Au 19^{ième} siècle, dans plusieurs métropoles européennes, il a pourtant été lentement concédé d'élargir le corps électoral. Sous les pressions de la question sociale, il a bien fallu négocier davantage que la satisfaction minimale des besoins matériels des masses laborieuses. En les associant alors au bénéfice de la domination coloniale, la propagande civilisatrice du pouvoir permettait de diviser les rangs des opprimés du capitalisme le plus sauvage et de les hiérarchiser. Une théorie de l'histoire tout empreinte de racisme appuie et réalise l'ordre politique : il n'a pas été question d'étendre la *démocratie* et les droits sociaux aux Autres, les colonisés, essentialisés inférieurs. Au contraire, il a fallu dissimuler, effacer, faire disparaître la mémoire d'autres organisations sociales, parfois très horizontales et décentralisées. Ainsi, tandis que le suffrage universel progressait à l'intérieur de ses frontières, la République française pratiquait systématiquement cette stratégie aliénante d'effacement à l'extérieur, dans son Empire. Elle visait et conduisait à « *dessaisir l'être du peuple algérien* »²⁴. Et d'affirmer par la pédagogie et le fusil la supériorité de la *Modernité démocratique*. L'opportunité d'accéder aux territoires, marchés de ressources et débouchés, rencontrait fort bien l'agenda du capitalisme industriel à l'étroit dans ses vieilles frontières. Un des ressorts centraux et violents de la globalisation est en marche, au mépris des valeurs *démocratiques* affichées dans les textes constitutionnels ou les déclarations des droits humains. Qui étaient pourtant déjà largement écrits et diffusés. En Belgique aussi.

Solder la démocratie ! Strass, gourdins et paillettes.

Le *libéralisme* n'est donc ni *la liberté* ni *la démocratie*. Encore moins le *néolibéralisme*, parfois moins pudiquement appelé *ultralibéralisme*²⁵. Quels aspects revêtent les sociétés lorsqu'elles se vouent exclusivement à la rencontre d'objectifs de profit ? Quelles formes prend la *démocratie* lorsqu'elle est asservie aux règles du marché supposé parfait ? Quelles techniques commerciales permettent d'encadrer et de recadrer les projets *démocratiques* ?

« *Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez.* » (Hannah Arendt)²⁶

La pensée politique critique²⁷ a étudié depuis longtemps ce qui demeure difficile à exprimer publiquement : tout en se revendiquant de la *démocratie*, des systèmes politiques dominants ont entretenu et légitimé des hiérarchies sociales déterminées par la possession, l'exploitation et la domination. Masqué derrière la surface peut être nécessaire mais pas suffisante de l'élection, le mode de délibération et de décision est demeuré vertical et élitaire. Il reste organisé de manière à repousser le spectre d'une majorité populaire construite inapte, jugée inepte et présentée dangereuse. En revanche, seuls des êtres construits doués et capables, élus peu nombreux, seraient en mesure d'occuper les fonctions dirigeantes, des *représentants du peuple*.

En même temps, les sociétés sous vernis *démocratique* construisent leur cohésion sur la diffusion de l'idée qu'elles sont supérieurement modernes, généreuses et pacifiques. Elles se perçoivent *civilisées*, porteuses et garantes de *liberté* et d'*égalité*. Les gentils, c'est nous, fin de l'histoire. Ces communautés politiques s'en remettent alors plus ou moins volontairement aux États qui les encadrent s'ils assurent leur développement en fonction des vertus politiques invoqués dans les textes fondamentaux. Pour obtenir ce consentement, ceux qui les gouvernent doivent donc construire et entretenir l'image. Plus ou moins sincèrement. Au moins en apparence. Les terrains de la communication et de l'univers symbolique deviennent alors stratégiques. C'est là que les adversaires de la démocratie, parfois à leur corps défendant, vont porter le fer.

La communication politique est consubstantielle au pouvoir. Tandis qu'elle demeurait plutôt centralisée jusqu'à la libéralisation des médias d'information dans le dernier quart du 20^{ième} siècle, il était déjà difficile d'exiger la cohérence, ou à tout le moins, d'importantes congruences dans les lignes politiques. Au 21^{ième} siècle, la technique a changé son statut : l'accès à l'information est large, pluriel, autonome, éclaté, induit par les technologies médiatiques

informatisées et l'internet.

N'attardons plus l'argumentation sur l'offre publicitaire des jeux, des chips et des fictions abrutissantes. Pratiquées depuis haute antiquité, nous savons depuis longtemps à quel point ces pratiques permettent le *divertissement*, ce que le philosophe M. Blaise Pascal identifiait comme le détournement des choses essentielles. La technologie permet aujourd'hui en un mouvement de massifier et d'individualiser cette manipulation qui, quoique grossière, déploie sans précédent sa puissance et ses effets sidérants.

Le divertissement par la communication politique prend aujourd'hui, de manière exponentielle, des tours plus subtils qui conditionnent profondément et déterminent largement les consciences individuelles et collectives. Ces techniques relèvent de la propagande par le spectacle. Elles façonnent en permanence une représentation de la réalité, c'est-à-dire qu'elles la reconstruisent selon des choix de mise en scène et des filtres, puis l'importent jusque dans l'intimité des êtres. De chaque être. Elles permettent de séduire un public d'électeurs, marchandise atomisée derrière des millions d'écrans. La représentation du réel impose un réel artificiel et désirable qui est vécu virtuellement et passivement. Elles consolident ce discours en fabriquant le consentement et la complicité des (web-) (télé-)spectateurs. Affranchie de son rôle d'auxiliaire, la communication politique vaut aujourd'hui pour elle-même : elle produit ses propres effets qui s'imposent au jeu politique. Celui qui guigne les leviers de pouvoir se voit contraint.e à se plier aux règles du spectacle commercial et court frénétiquement derrière les choix du consommateur électoral type qui construit et produit malgré tout encore sa légitimité que nous appelons *démocratique*²⁸.

Pour gagner, les partis qui occupent les fonctions dirigeantes ou qui veulent les conquérir s'ingénient désormais à identifier d'où vient le vent chez l'électeur. « *Anticiper, optimiser, rationaliser ?* » Séduire et flatter. Et c'est là qu'interviennent les techniques commerciales de prospection offertes par les commerçants. Contre rémunération. La philosophe Mme A. Rouvroy²⁹ a récemment étudié les développements de cette communication politique qui emprunte largement au marketing, cette discipline qui cherche à doper la vente. Des entreprises transnationales sur un marché oligopolistique ont développé une *expertise* tarifée dans la collecte et le traitement des données individuelles³⁰. Les embaucher permet d'élaborer des propositions construites sur mesure pour satisfaire spécifiquement les signes observés, qui permettraient de cerner « *les attentes du citoyen* ». Ces outils sont donc des « *sismographes* » qui permettent de réagir dans le sens des signaux numériques et d'optimiser les campagnes électorales. Leurs conseillers en communication sont parvenus à imposer ces codes. Tout un vocabulaire emprunte d'ailleurs au marché publicitaire : tel homme politique remercie désormais « pour sa victoire *démocratique son manager de campagne orientée résultats, qui comprime les coûts, et grâce à des ciblage efficaces, optimise l'investissement dans la campagne et dote les bénéficiaires électoraux* »³¹. Le meeting politique revêt maintenant l'apparence d'une foire commerciale, des arènes pour placer et vendre le spectacle de son produit compétitif sur le *marché électoral*. Le sondage guide *en direct* l'adaptation des propositions politiques aux signes volatils incessamment analysés et évalués. Révélés.

Aujourd'hui, l'*entrepreneur* politique assume qu'il est plus profitable de flatter, séduire et satisfaire la perception majoritaire que de convaincre des vertus d'une idée avec des arguments

raisonnés dans des débats contradictoires riches, complexes et constructifs. Cela conforte les états de fait et les rapports de force. Placé au cœur de la stratégie de conquête du pouvoir dit démocratique, le consommateur se voit flatté tandis qu'il laisse de cette façon brader sa véritable capacité politique. Il demeure derrière l'écran, cette « *protection contre les foyers vifs* » : toute transformation sociale est hors d'atteinte !

Or, le projet politique, diamétralement à l'inverse de la démagogie, a pour vocation de penser et de transformer la réalité existante, de chercher à l'orienter vers un possible souhaitable par et pour le commun. Cette façon contemporaine de considérer le projet sociétal sous le prisme libéral technologique de l'analyse quantitative se révèle donc « *extrêmement conservateur* ». Elle frelate le sens de la *polis*, cet espace symbolique territorialisé où les citoyens construisent leur destin commun. Elle dénature le *politique*, lui retire sa capacité d'action et avalise l'existant. Au nom de la concurrence, elle parvient de plusieurs façons juridiques³² jusqu'à mettre l'initiative politique et ses institutions hors-la-loi. Mais le frigo est plein et il y a match à la télé.

La colonisation médiatique des élites commerciales ?

Dans le cadre des Traités de l'Union européenne, la presse est soumise aux règles concurrentielles « *du marché* ». L'info ? Une *marchandise* comme une autre. Des groupes privés médiatiques se sont construits sur le modèle de la concentration capitaliste dont le moteur est le profit et les recettes sont commerciales. Objectifs ? Optimisation des ventes et réduction des coûts. Mais une presse indépendante qui prend le temps de l'enquête critique, du reportage, du recoupement, de la contextualisation ne saurait être rentable dans cet environnement légal compétitif. Les cures d'austérité budgétaire ont asséché le terrain de la presse indépendante en mesure de construire une information de qualité. Pourtant, le *marché parfait* suppose une information *parfaite* à disposition du *consommateur*. Le *marché politique* est-il bien informé ? Contradiction fondamentale qui affaiblit structurellement la *démocratie* : l'élément nécessaire, le quatrième pouvoir, est flingué par le cadre réglementaire strict. Soumis à des impératifs semblables, dans la foulée, les groupes publics trottinent puis galopent derrière la tendance³³.

Toujours bien au centre de la communication, les mots, et toujours plus les images, sont le terrain de la lutte. La communication transforme le rapport au monde puis le monde lui-même. « *Réformer* » signifie maintenant « *austérité et rigueur* ». Ainsi, l'idéologie néolibérale infuse lentement dans les têtes de toutes et tous : au final, en plusieurs années, elle réalise la dépolitisation et, sans véritable coup férir, la réduction réelle des services publics. Elle réalise une nouvelle enclosure des communs par le biais de la commercialisation des moyens de vie collectifs. Car sa perception négative a largement été intériorisée à coups d'images spécieuses et de mots fallacieux jusque par les plus déshérités des bénéficiaires. « *There is no alternative* » Ce

sont pourtant bien ces services publics qui permettaient précédemment – imparfaitement ! - d'accompagner les enjeux collectifs liés à la vie. Des enjeux qui nécessitent une réflexion sur le bien commun, la socialisation des moyens et la correction des conséquences négatives du modèle de développement, comme les inégalités ou les changements climatiques. Au 21^{ème} siècle, la réalité est construite assez fidèlement aux idées *néolibérales* d'une démocratie « *sociale de marché* » a minima dans laquelle seuls « *un lit, une douche et un quignon de pain* »³⁴, dont les coûts sont bien entendu socialisés, seraient légitimement concédés « *aux losers* » de la compétition présentée comme « *équitable* ».

Saisissant exemple, la grève. Elle n'est plus présentée comme un droit dont les travailleuses et travailleurs usent avec peine, réticence, parcimonie et quelque fois maladresse pour défendre et vivifier des biens collectifs dans le débat public. Non, l'usage massif par des gouvernements et des entreprises médiatiques est de lui construire un caractère naturellement violent, emporté, corporatiste et individualiste.

Moi aussi, marchand du Temple TINA !

« *J'ai payé, j'ai droit !* ». Adieu Communs ! Adieu Citoyens ! L'achat, la propriété privée et l'accumulation sont des actes individualisants. Par ici, en Union européenne, le droit a consacré l'absolue supériorité de ces droits sur beaucoup d'autres, qui sont pourtant cités dans les textes qui fondent l'État. Cela a conduit à hiérarchiser les normes d'une façon particulière. Dans cette période qui va de 1979 à aujourd'hui, les atteintes gouvernementales au droit du travail sont bien plus radicales que les tentatives de faire davantage contribuer le bénéfice privé. Sur cette même période, le surprofit généré collectivement a largement été distribué en faveur des propriétaires de capitaux, qui échappent de plus en plus à la territorialisation et donc au contrôle. Pour que cela fonctionne, il faut diffuser l'idée de cette supériorité du privé sur le commun. À travers la production culturelle, par exemple, cette supériorité est très construite. Au bout du compte, le consommateur en chacun de nous est bien davantage flatté dès lors qu'il paie, que le citoyen qui s'engage sur les enjeux politiques communs. Au bout du processus, nous électeurs belges par exemple, nous n'avons jamais été matériellement aussi confortables. Mais le prix que nous n'avons pas payé lorsque nous accumulions la valeur produite dans le monde est mortifère : destruction des environnements, retrait de l'État social, consécration et augmentation des inégalités³⁵.

Le personnel politicien acquis ou assujéti au *néolibéralisme* cherche à dissimuler la pertinence de la critique sociale et à éliminer tout antagonisme du champ politique. Pour coller à son utopie, il

déploie l'air de rien sa propre violence sémantique sous le vernis de la positivité, de la jouissance, des vertus hédonistes de la consommation. Il sature l'imaginaire de son relativisme absolu : le conflit n'a pas de légitimité puisqu'il n'existe pas, l'unanimité règne, on gère, « *no alternative !* » S'il n'y a pas de conflit, aucun projet politique n'est nécessaire, « *fin de l'histoire* »³⁶.

Jour après jour, la stratégie pénètre l'univers symbolique collectif. Teintée de la menace latente de la récession et de la pauvreté mise en scène, elle se révèle efficace : sous le prisme réducteur et grossissant de la fenêtre médiatique, le gréviste en colère est disqualifié. La répétition des expositions sédimente progressivement un sentiment de répulsion. « *Sa sale gueule qui fait peur quand il casse un abribus* », « *Je dois arriver à temps au boulot !* » Salauds de pauvres ! Ça plombe l'ambiance et le plancher de la sécurité sociale. À ce jeu-là, ce sont toujours les catégories populaires qui trinquent et la hiérarchie des classes qui sort préservée. En les associant aux images construites négatives de la grève, l'émotion est convoquée dans l'espace intime du spectateur. Dans le cadre contemporain et le contexte *libéral* de la surinformation, la représentation négative du *peuple* est intériorisée jusque par les victimes mêmes des politiques austéritaires. Le rejet et la peur ruinent alors dans l'embryon même des consciences la possibilité de politiser les enjeux communs. Le changement n'est plus même désiré ni désirable. Le citoyen abandonne servilement les leviers de son autonomie collective tandis que le consommateur accumule une foule d'objets obsolètes. Le programme *néolibéral* s'accomplit, protégé derrière les écrans. La répression au nom de l'ordre a dès lors quartier libre : la discipline a été portée à un raffinement extrême quand il s'agissait de présenter le mouvement des gilets jaunes en 2019.

L'illusion de la *démocratie* mercantile est de faire croire que le choix des personnes est privilégié tandis qu'elles sont réduites à une unité comptable, l'individu, profilable, catégorisable et triable. Séparée des autres individus. La satisfaction confortable des préférences construites et des désirs suscités anesthésie ce qui fait l'essence de la volition politique, le lien social, le projet collectif, la construction d'une Cité. Le citoyen réduit consommateur ne pense pas. Il est confortablement satisfait par l'analyse marketing qui le traque et façonne à la demande son choix volatil. L'espace politique est donc colonisé par le marketing et ses valeurs d'avidité. Celui-ci organise la masse des consommateurs individualisés, isolés, atomisés. La masse devient prévisible, relativement orientable, gérable. M. J. Ellul avait tôt repéré qu'en transférant ce qui lui est sacré sur la technologie, l'être humain vénère la cause de son aliénation. La société industrielle du divertissement et du spectacle assurerait à chacun l'amour de sa propre servitude, selon M. Aldous Huxley.

Mme Hannah Arendt théorisait déjà à quel point le mensonge pouvait être l'outil essentiel tant du démagogue que de l'homme d'État. La sacralisation de la liberté d'opinion – magnifique ! – ne serait pour elle qu'une farce si l'information qui permet de construire cette opinion est elle-même frelatée et empêche de fonder les faits. Elle avertissait du risque advenu de désinformation. Le prétendu *libre choix* du consommateur médiatique bombardé des propositions séduisantes le conduit tout droit, aveugle jouissif, au consentement panurgique. Il est remarquable de constater que beaucoup de grands holdings financiers intègrent de plus en plus dans leurs conglomérats des groupes médiatiques et les concentrent horizontalement³⁷. La démocratie représentative, encadrée par la surinformation commerciale et l'expertise technocratique, ne serait alors pas une

menace pour les partisans de l'ordre inégalitaire établi.

2021 : 1984, best seller !

Quand les êtres humains sont réduits à n'être plus que les individus, pièces interchangeable d'une machine totalitaire à produire, il faut encore à Big Brother, étiqueté socialiste pour le coup³⁸, faire croire au danger permanent et fantasmé du bonheur égalitariste : guerre à distance, construction de la menace, fabrique de l'ennemi, technologies de surveillance, médiation des écrans, contrôle social, sécuritarisme et fantasme de l'ordre. La société industrielle du divertissement et du spectacle assurerait à chacun l'amour de sa propre servitude, selon Aldous Huxley. Ce cauchemar totalitaire, que les partisans du néolibéralisme assimilent malicieusement à un excès de démocratie – en récupérant au passage l'héritage fécond d'un authentique socialiste – prend un chemin plus sûr quand il emprunte les oripeaux d'un produit démocratique frelaté. Selon Jacques Ellul, ce système « *n'est plus un moyen de contrôler le pouvoir mais bien d'encadrer les masses* ». En dépit de l'influence de M. Karl Popper qui craignait son retour, une nouvelle forme de totalitarisme n'est plus loin des méthodes néolibérales qu'il a préconisées. Comme le dit Robert Dahl, plus loin dans sa carrière, c'est parce qu'il n'y a pas assez de démocratie, que le risque n'a jamais été aussi important.

Dans cet état de gouvernement préoccupé de *gouvernance*, tout semble liquide, volatil, éphémère, obsolète. Quand, à la faveur de ces contextes qu'il encourage grandement depuis 40 ans, selon le modèle d'une entreprise commerciale transnationale, le pouvoir exécutif cumule les prérogatives, outrepassé et décrédibilisé les fondamentaux démocratiques, et ne se préoccupe que de *réagir* aux influx du réel, il n'est pas loin de la réaction. Et la magistrate Mme E. Cadelli³⁹ de parler de *fascisme* pour caractériser le système vers lequel tend le pilote *néolibéral* du capitalisme du 21^{ème} siècle. M. le Chevalier De Codt, alors premier président de la Cour de cassation, plus haute instance judiciaire du pays, est allé jusqu'à parler « *d'état-voyou* » lorsque les réformes s'accéléraient au prétexte émotionnellement fort de gérer la crise du terrorisme. On voit donc, avec ces témoins qui occupent pourtant des fonctions institutionnelles de haut rang, que la société de contrôle s'accommode fort bien de la démocratie de marché : elle advient en son cœur. L'esprit critique du citoyen est célébré dans le marbre et rendu caduc dans la même donne. L'esprit conformiste du consommateur est financé et flatté, il uniformise, arase, aplanit la pluralité politique, réduit la complexité humaine de la personne et ses relations à la simplicité de l'*homo œconomicus* atomisé dans la masse. Tous un⁴⁰. Tous tout seuls. Le gouvernement de l'État *néolibéral* n'a plus dès lors qu'à gérer et conserver l'état inique des choses. Le conformisme serait-il devenu une nouvelle forme de totalitarisme comme le craignait Jacques Ellul⁴¹ ?

À l'analyse, partielle mais étayée, les élections paraissent bien être un jeu de dupe : et si les abstentionnistes étaient finalement de plus vrais démocrates ?

« Je ne suis pas pessimiste, mais la situation est effectivement grave. Les gens veulent ce mode de consommation, ce type de vie, ils veulent passer tant d'heures par jour devant la télé et jouer sur les ordinateurs familiaux. Il y a là autre chose qu'une simple "manipulation" par le système et les industries qui en profitent. Il y a un énorme mouvement — glissement — où tout se tient : les gens se dépolitisent, se privatisent, se tournent vers leur petite sphère "privée" — et le système leur en fournit les moyens.

Et ce qu'ils y trouvent, dans cette sphère "privée", les détourne encore plus de la responsabilité et de la participation politique. » (Cornélius Castoriadis)

Agir ? La démocratie, c'est le chemin !

« La démocratie du fait qu'elle n'a jamais été complètement réalisée, a toujours été et est encore une doctrine révolutionnaire en puissance⁴². »

(Robert Dahl)

Le capitalisme néolibéral, a confisqué le concept cardinal de *liberté*. Il a dilué largement la possibilité de la *démocratie* jusqu'à son attrait même. Il l'aurait absorbée définitivement. Jusqu'à son nom. Cette illusion est puissamment construite et diffuse, si bien que les populations peuvent percevoir tout approfondissement démocratique comme une menace à leur bien-être.

Pourtant, ce possible non désirable actualisé a été réalisé, progressivement, au départ d'une idéologie, d'un système d'idées et rapports au monde qui se construit une certaine cohérence. Les idées sont devenues concrètes quand elles ont influencé et pénétré les lois qui régissent les rapports entre les êtres humains des États et du monde. Elles sont devenues *l'habitus* de milliards de personnes. Ce qui a tissé la loi peut donc être détissé. Et retissé selon d'autres idées.

La démocratie, pourtant, ne se brade pas et n'est pas rentable. Comme le marché parfait, la démocratie est une utopie. Quelles sont les promesses inaccessibles de l'un ou de l'autre ? Quelle utopie serait la plus humanisante ? Le monde promis n'est pas encore advenu, le monde ancien est progressivement euthanasié, et la réalité devient monstrueuse dans ce flou clair-obscur, dirait M. Eugenio Gramsci. La démocratie, sincère et profonde, serait donc la solution et non la cause. La démocratie n'a jamais existé, conclut M. Robert Dahl au terme de sa longue carrière universitaire. Elle peut demeurer une utopie créatrice. Elle peut aussi être le chemin pratique.

Le virus fait son marché. La médecine publique trinque !

Durant le confinement sanitaire organisé pour protéger un tiers de l'humanité d'une contamination par la Covid-19, M. F. Lordon a écrit un texte crucial⁴³ pour identifier les responsabilités politiques des insuffisances de la gestion néolibérale en matière de prophylaxie épidémiologique des coronavirus. Il s'appuie sur les critiques sévères qu'adresse le docteur M. Bruno Canard, chercheur au Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), qui regrette la gestion managériale en vigueur depuis le début des années 2000. « *Mieux vaut rester sous le robinet à finances des sujets porteurs* », écrivait-il en 2014. Les budgets toujours plus resserrés au motif des recettes du marché qui font vivre ce qui est « rentable », pour ne pas écrire « profitable ». La menace de cette famille de virus – un fait scientifique – ne se traduisait pas par des signaux repérables par les « *évaluations continuées (donc à court terme) efficaces orientées résultats et benchmarking* ». En bonne conséquence néolibérale, elle n'était dès lors pas jugée « *factuelle* » et digne de la recherche nationale. Le propre de la recherche fondamentale, profondément démocratique parce qu'axée sur l'indépendance garantie par le public, le projet à long terme et l'intérêt général, devrait être d'échapper aux injonctions dites « *rationnelles* » du jugement dernier du marché. Celles-ci lui disaient de mettre le virus au frigo tandis que son intuition scientifique le conduisait à vouloir étudier ces pathogènes, pour les circonscrire et les combattre. Vingt ans plus tard, le déficit d'intelligence se paie cher. Et l'humanité mondialisée constate béate la démolition systématique du projet scientifique encadré par l'État. La médecine de « *guerre* » - élément de langage médiatique remarquablement commun à la gestion des crises dites du terrorisme et du coronavirus -, est une médecine de l'urgence. Et l'état d'urgence permet de renverser le stigmate : les gouvernements seraient la réponse à la peur, l'acteur du salut. Les faits les dénoncent pourtant comme responsables...